

Synthèse de l'intervention de Jacques Bompard lors de la réunion publique du 25 janvier 2005

Non à la Turquie en Europe !

Introduction

Durant 50 ans, les gouvernements successifs ont expliqué aux Français qu'il fallait faire l'Europe afin de ne plus avoir de guerres entre Européens. Puis ils ont affirmé que l'Europe nous rendrait plus riches, plus forts face à la concurrence internationale. Plus récemment, ils ont insisté sur l'importance pour notre continent d'être indépendants des Etats-Unis et de la Russie.

Tout cela aurait pu avoir une cohérence.

Oui... Enfin rassemblés, les peuples européens auraient pu former la plus grande puissance politique, économique, diplomatique et militaire du monde.

Mais il n'en a rien été. L'Europe s'est bâtie contre les peuples. Elle s'est construite dans la négation même de notre passé. Il n'y a qu'à voir le refus de voir inscrit dans la Constitution la moindre référence au passé chrétien de notre continent.

Cette Europe s'est bâtie sur le modèle mondialiste.

Pour les mondialistes, l'Europe, ce ne sont pas des millénaires d'histoire, mais c'est un simple Marché, ouvert à tous les vents, sans frontières.

Quoi de plus normal alors, qu'aujourd'hui, ces mondialistes, dont Chirac est une des plus caricaturales marionnettes, veuillent faire entrer la Turquie chez nous.

Il existe plusieurs raisons de dire NON à la Turquie

Il y a un NON géographique

La Turquie n'est pas en Europe, si l'on excepte la rive Ouest du Bosphore. Prétendre que la Turquie est en Europe serait dire que l'Espagne est en Afrique puisqu'elle possède l'enclave de Ceuta au Maroc, ce serait dire que la France est en Amérique puisque nous possédons la Guyane.

Il y a un NON géopolitique

L'Europe est un espace de paix relative dans un monde dangereux.

Cette paix, elle la doit à la fin des guerres civiles européennes et au fait qu'il n'existe plus de litiges territoriaux en Europe de l'Ouest.

Au Nord, à l'Ouest, au Sud, l'Europe est protégée par les océans et la mer. A l'Est, l'espace russe la protège de la Chine et de l'Asie centrale.

L'entrée de la Turquie amènerait un contact direct avec une des zones les plus dangereuses du monde. L'Europe aurait alors des frontières communes avec la Syrie, l'Irak, l'Iran, le Caucase. Elle accueillerait en son sein le Kurdistan où, depuis des siècles, la minorité kurde fait la guerre aux Turcs.

La Turquie contrôle les sources de deux grands fleuves du Proche Orient : le Tigre et l'Euphrate. Elle veut utiliser leur débit à son profit. Les Arabes ne l'entendent pas de cette oreille, évidemment. Qui, dans ces conditions, peut croire que l'entrée de la Turquie en Europe apporterait la paix et la sécurité aux Européens ?

Autre élément : les Etats-Unis sont pour l'entrée de la Turquie en Europe afin que l'Europe ne puisse devenir une grande puissance politique mais un assemblage de bric et de broc.
Pour les Etats-Unis, la Turquie est également un allié de poids pour la protection d'Israël face au monde arabe.

Il y a un NON culturel, religieux et historique

Les Turcs viennent d'Asie Centrale. Ils sont les descendants des cousins des Huns d'Attila. Ils ont construit, depuis plus de 1000 ans, leur identité nationale CONTRE l'Europe et contre la Chrétienté. L'épisode "laïc" d'Ata Turk est clos. L'identité turque est une identité musulmane.

On peut ajouter que la langue turque n'est pas une langue européenne. C'est une langue "agglutinante". Elle possède d'autres structures grammaticales. C'est une autre façon de parler et donc de penser, de concevoir, d'imaginer.

Il y a un NON démographique

Quelques chiffres :

1927 : 14 millions de Turcs pour 40 millions de Français
1970 : 35 millions de Turcs pour 50 millions de Français
2004 : 73 millions de Turcs pour 60 millions d'habitants en France
2024 : 90 millions

A ces 90 millions, on pourra ajouter les 100 millions de turcophones d'Iran et d'Asie centrale qui n'auront aucune difficulté à émigrer vers la Turquie puis de là vers la France, l'Allemagne...

Sur cet ensemble, 50% ont moins de 18 ans contre 15% de moins de 18 ans chez les Européens. Un grand nombre d'entre eux affirment déjà vouloir gagner les pays occidentaux de l'Union Européenne si la Turquie y est acceptée.

Il y a un NON économique

Le revenu par habitant en Turquie est le cinquième de celui de l'Europe de l'Ouest.
Il y a donc un réservoir de main-d'œuvre à bon marché qui fait rêver les capitalistes, mais qui marginalisera encore plus les travailleurs français de l'industrie, de l'agriculture et également des services.

Il y a un NON politique

Le nombre de députés au Parlement Européen est plafonné à 752.
La répartition se fait au prorata de la population.
Avec un plafond maximum de 96 membres par Etat.
Dès son entrée, la Turquie aurait ces 96 sièges. Pour lui faire de la place, la France, l'Allemagne verraient leur nombre de sièges grandement diminuer.

Quant aux décisions du Conseil des Ministres, avec ses 15% de population puis ses 20%, la Turquie y jouerait un rôle pivot.

Conclusion

Une seule de ces raisons suffirait à dire NON à la Turquie. On mesure à quel point de décadence nous sommes tombés pour qu'une telle question puisse être sérieusement débattue.

La Turquie n'est d'ailleurs qu'une étape. Les mondialistes l'on déjà annoncé : à terme, le Maroc, la Tunisie, Israël ont vocation à entrer dans cette Europe qui n'est pas l'Europe, mais un simple stade intermédiaire avant un gouvernement mondial.